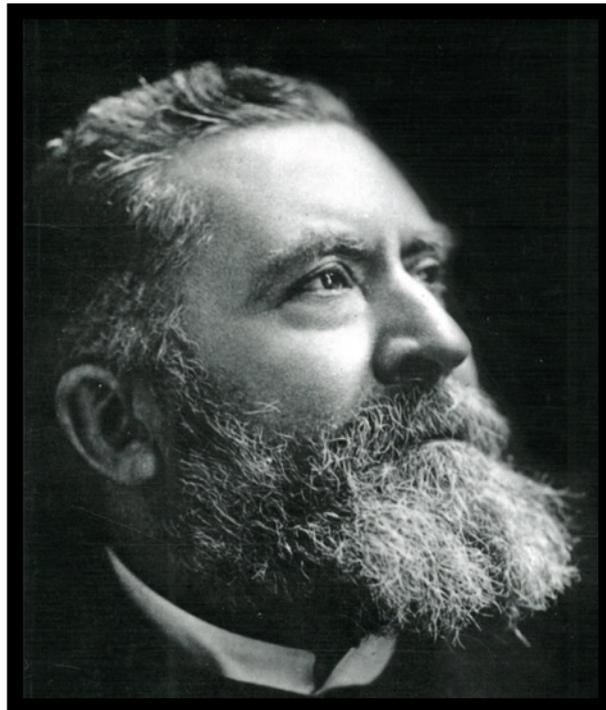


Jaurès dans la mémoire des Français, 1914-2014 ou 2017

Le titre est vaste mais le contenu plus réduit. Je vais me limiter à revisiter rapidement trois aspects de la mémoire active de Jaurès en France :

- Jaurès au Panthéon - 23 novembre 1924, dix ans après son assassinat,
- Jaurès dans l'appellation des voies publiques, rues, avenues et places, dans ce qu'on appelle la toponymie urbaine,
- Jaurès dans la statuaire en lieu public.

Pour cela, les études solides ne manquent pas, à commencer par plusieurs recherches de Maurice Agulhon, grand jaurésien, ou de ses disciples comme Jacqueline Lalouette pour les statues, Richard Vassakos pour les noms de rues, l'historien israélien Avner Ben-Amos pour Jaurès au Panthéon. Et le *Jean Jaurès* de Jean-Pierre Rioux (Perrin, collection *tempus* n° 215, 2008) donne le fil général de l'Histoire.



En 1911, par un studio de Montevideo, portrait devenu une icône jaurésienne

I - Jaurès au Panthéon

Jaurès est enterré une première fois en août 1914 à Albi, dans le Tarn, terre jaurésienne (Castres, Carmaux, Albi), puis au Panthéon le 23 novembre 1924. Nous suivons ici Avner Ben-Amos, « La « *panthéonisation* » de Jaurès. Rituel et politique sous la IIIe République, et toujours Maurice Agulhon.

Jaurès est, après Zola, le deuxième grand dreyfusard à être accueilli au Panthéon, et il contribue involontairement aux réserves de la droite de la droite à l'encontre du bâtiment.

Avec son assassinat du 31 juillet 1914, il contribue, volontairement ou non, à l'Union sacrée autour de la défense nationale, de Maurice Barrès, président de la Ligue des Patriotes, à Léon Jouhaux, secrétaire général de la CGT. L'union se fait le 4 août 1914 devant son cercueil par le discours de Léon Jouhaux qui proclame alors : « *nous serons les soldats de la liberté...* », soldats appelés à défendre la patrie où naquit l'idéal révolutionnaire ; quelques heures plus tard, à la Chambre des députés, le terme même d' « Union sacrée », créé par le président Poincaré, est prononcé par le président du conseil, le socialiste René Viviani qui y lit le message du président de la République. La question reste posée : soit un Jaurès pacifiste « intégral », précurseur de la minorité « fauriste » (de Paul Faure) des socialistes des années trente, soit un Jaurès prêt à défendre la République par les armes si la guerre éclate, si le pays est victime d'une agression extérieure. Dans l'*Humanité* du 18 juillet 1914, il écrit qu'il n'y a « *aucune contradiction à faire l'effort maximum pour assurer la paix et, si la guerre éclate malgré nous, à faire l'effort maximum pour assurer, dans l'horrible tourmente, l'indépendance et l'intégrité de la nation* » (c'est le Jaurès de Léon Blum et de Jean Zay, prônant la défense nationale comme dernier recours pour sauver le pays attaqué). Comme nous le verrons, l'homme a tellement parlé et écrit qu'il y a toujours matière à se créer son Jaurès, à tenter une captation d'héritage (voir en particulier Jacqueline Lalouette, « Jean Jaurès. La guerre et la paix. La patrie et l'Internationale », in *Ceux qui ont voulu empêcher la guerre*, Actes de la journée d'études du 16 mai 2014, Département du Doubs, 2016).

L'entrée au Panthéon ne se fait pas dans l'union sacrée mais dans la polémique, la division. Tout d'abord il y eut le choc de l'acquiescement de l'assassin Raoul Villain, le 29 mars 1919 après un procès bâclé qui avait suscité une grande manifestation de 100 000 socialistes et syndicalistes à Paris. L'entrée au Panthéon apparaît alors comme une réparation de ce verdict indigne, une réhabilitation de Jaurès (Raoul Villain sera reconnu et exécuté par des républicains espagnols en 1936, aux Baléares où il s'était caché).

Mais c'est surtout une décision et une cérémonie de la nouvelle majorité parlementaire élue en mai 1924, le Cartel des gauches, radicaux et socialistes majoritaires remplaçant la Chambre bleu-horizon de 1919. La décision est prise le 31 juillet 1924, mais pas à l'unanimité (346 contre 110) : une partie de la droite et les députés communistes votent contre ; la droite contre le pacifisme de Jaurès, les communistes contre ce qu'ils présentent comme une « confiscation » de Jaurès par le Cartel des gauches, les radicaux et leurs alliés socialistes. Donc une « panthéonisation » qui divise et d'ailleurs le jour de la cérémonie, trois cortèges sont organisés : par le gouvernement, par le Parti communiste et par la droite extrême maurrassienne, antirépublicaine.



Statue de Jaurès placée provisoirement devant le Panthéon pour la cérémonie du 23 novembre 1925, avant qu'un exemplaire gagne Albi et un autre Suresnes (la photo)

1- La cérémonie officielle est grandiose et réussie, avec le cortège des mineurs de Carmaux accompagnant le cercueil de Jaurès, avec des musiques créées pour l'occasion, avec surtout, nouveauté, la cérémonie filmée et enregistrée, retransmise en direct à la radio et en différé aux actualités cinématographiques dans toute la France. C'est une première. Un demi-million de spectateurs se presse entre le Palais Bourbon où est arrivé le corps venu d'Albi, et le Panthéon. Cependant la fin de cette cérémonie est partiellement gâchée par les communistes.

2- Réplique au « deuxième assassinat de Jaurès ».

A peine passé le cortège officiel, formé de 80 à 100 000 personnes suivant le cercueil, débouche au Panthéon le défilé très discipliné organisé par le parti communiste, 15 000 manifestants entourant les chefs du parti qui prononcent des discours très agressifs contre la bourgeoisie, à la gloire des victimes de la Commune de Paris et pour la prochaine révolution finale.

Des heurts violents ont lieu entre ces manifestants et la police qui tente de les disperser.

II- Jaurès dans la toponymie, les noms des voies publiques.

Donner le nom d'une rue, d'une place publique à une personnalité, c'est une façon rapide et bon marché d'honorer ce destinataire. En général, en république, on attend le décès de la personne pour lui faire cet honneur, à quelques exceptions près (Lamartine, Hugo, plus tard de Gaulle). La science des noms de voies publiques s'appelle la toponymie - nommer les lieux - et plus précisément l'odonymie, nommer les voies. On dispose en France de plusieurs études de ce type, soit nationales (Jean-Claude Bouvier, *Les noms de rues disent la ville*, Editions Christine Bonneton, 2007, et les nombreuses recherches générales ou provençales de Jean-Marie Guillon), soit locales (j'ai ainsi étudié Dijon, ou diverses villes et des villages du département de l'Yonne, département progressivement « républicanisé » par l'odonymie fin XIXe-début XXe). La troisième République a été particulièrement active en matière de politisation des noms des voies publiques, traçant l'essentiel du « panthéon des plaques bleues » toujours en place.

Pour Jaurès, des recherches nationales permettent déjà de situer sa place et son rang dans le pays.

Selon la base de données créée par La Poste pour la distribution du courrier en France, base établie en 2007, Jaurès était alors le quatrième personnage le plus représenté en France, avec 2 046 attestations, après de Gaulle (3 736), Pasteur (3 179), Hugo (2 477) et avant Gambetta, Jules Ferry, Lamartine, Clemenceau, Zola, Voltaire et Aristide Briand.

L'attribution du nom d'une rue, de même que l'érection d'une statue en espace public est soumise à l'approbation du pouvoir central depuis une ordonnance de Louis XVIII de juillet 1816. Depuis la Troisième République (loi municipale d'avril 1884), c'est le conseil municipal qui propose et le préfet qui approuve ou refuse. L'initiative est donc locale, mais soumise à approbation du délégué du pouvoir central.

Jaurès est donc très représenté, en partie à cause de l'immense émotion suscitée par sa disparition brutale et prématurée. D'autres morts brutales ont suscité des phénomènes comparables : Gambetta en décembre 1882, de maladie, comme Paul Bert en 1886 en Indochine ; Sadi Carnot assassiné en juin 1894, Paul Doumer en 1934, Roger Salengro qui se suicide en novembre 1936 après une violente campagne de diffamation lancée par l'extrême droite parce qu'il avait interdit les ligues antirépublicaines ; plus tard, bien sûr, Kennedy ou Salvador Allende.

L'émotion entraîne le jour même de l'assassinat une résolution du conseil municipal de Limoges et le 2 août de celui de Toulouse. Dans ces premières semaines ou mois, le nom de Jaurès vient encore remplacer celui de l'ennemi : à Paris rue d'Allemagne, à Lyon avenue de Saxe par exemple, mais le démarrage est lent à cause de la guerre : on a alors bien d'autres priorités.

1- Une première vraie accélération est provoquée par l'acquittement de l'assassin du tribun, le 29 mars 1919. Plusieurs conseils municipaux, qui ont vivement protesté, attribuent à Jaurès une rue ou une place : Marseille, Narbonne, Nîmes, Sète, Aurillac et

bien d'autres. La SFIO lance d'ailleurs une vigoureuse campagne incitative mais de toute façon la pression populaire est forte, de même que le fut l'émotion suscitée par l'assassinat. En 1919, on n'est plus du tout dans l'union sacrée mais dans une campagne dirigée aussi contre le gouvernement Poincaré, le Bloc National, la Chambre Bleu-horizon élue fin 1919, dans laquelle les socialistes ont perdu un tiers de leurs députés et les radicaux la moitié.

2- La seconde accélération est donnée par la victoire électorale du Cartel des gauches en mai 1924 qui entraîne l'entrée de Jaurès au Panthéon, en novembre. Mais les attributions ne sont pas toujours faciles. Voici l'exemple de Béziers, où le conseil municipal, de droite, avait donné dès novembre 1918 le nom de Place de la Victoire à la Place de la Citadelle, mais sans demander son accord au préfet. En mars 1924, une nouvelle municipalité attribuée à Jean Jaurès cette même place, ce qui suscite la colère des anciens combattants et de la droite locale : campagne d'affiches, pétitions, lettres au préfet, au nom du respect dû aux morts pour la Patrie. En avril le conseil municipal propose une solution : comme il existe deux grandes places en centre-ville, l'ancienne Place de la Citadelle sera pour Jaurès et la Place de la République deviendra place de la Victoire. La polémique continue à enfler, articles de journaux, pétitions etc., jusqu'à ce que le sous-préfet accepte cette proposition de la municipalité fin août ; le conflit s'apaise alors.

Les baptêmes jaurésiens se poursuivent après la vague de 1924, surtout dans les communes conquises par la SFIO.

3- En troisième vague apparaît le Front populaire de 1936 et la réconciliation SFIO/PCF qui suit la tentative de prise du pouvoir du 6 février 1934 par la droite extrême, et la nouvelle direction imprimée par Staline et le Komintern. Jaurès devient alors non plus seulement la figure symbolique des socialistes mais encore le rassembleur des socialistes, communistes et radicaux, le héros tutélaire du Front Populaire. Par exemple c'est en juin 1936 qu'apparaissent deux timbres à son effigie, puis en septembre un timbre célébrant le rassemblement universel de la paix réuni à Bruxelles pour soutenir la Société des nations défiée en Ethiopie par l'Italie fasciste, image semblable à celle de Jaurès au Pré Saint-Gervais le 25 mai 1913, Pax remplaçant le tribun.



Cette troisième vague est d'ailleurs triple, avec trois noms qui se multiplient à travers le pays : Jaurès, mais encore Roger Salengro dont le suicide le 17 novembre 1936 a soulevé

une vive émotion, et Henri Barbusse, l'écrivain (*Le Feu*, description non romancée de la vie dans les tranchées, prix Goncourt 1916) qui avait adhéré au parti communiste dans les années vingt et qui était mort, de maladie, à Moscou en 1935. On peut leur ajouter, pour les noms de rues, Aristide Briand, mort de maladie en 1932, héros de la Séparation des Eglises et de l'Etat de 1905, de la sécurité collective et du désarmement par la SDN.

4- Un « nouvel assassinat de Jaurès » : les multiples enlèvements par le régime de Vichy, de juin 1940 à août 1944.

L'Etat français s'engage très tôt dans une campagne très active de changement des noms de rue. Il a été précédé d'ailleurs par le gouvernement Daladier luttant ainsi contre le parti communiste à cause du pacte germano-soviétique du 23 août 1939 qui fait des communistes français des traîtres en puissance quand la guerre commence en septembre 1939 ; le parti communiste est interdit par décret-loi du 3 octobre 1939 ; une circulaire de mars 1940, du ministre de l'intérieur Albert Sarraut, dans le gouvernement Daladier, demande à tous les préfets de «faire disparaître les dénominations de rues rappelant l'influence de la III^e Internationale », donc d'enlever les appellations de communistes. Marcel Peyrouton, ministre de l'Intérieur du gouvernement Pétain, va plus loin : il réitère, par circulaire aux préfets du 22 octobre 1940, en ajoutant l'ordre d'enlever « ceux qui, par leurs erreurs ou leurs fautes, ont contribué à précipiter notre patrie dans la ruine ».

Cette clause assez vague permet tout changement de nom de rue, et Jaurès est une des principales victimes, avec Roger Salengro, Henri Barbusse et Aristide Briand.

Dans sa thèse récente, non encore publiée, Richard Vassakos étudie l'odonymie de 1938 à 1944 dans l'essentiel des départements de la zone non-occupée, la zone « nono », sous le titre de *La guerre des panthéons de Munich à la Libération*. Nous puisons ici dans son travail, qu'il a bien voulu nous autoriser à utiliser ici.

Il présente par exemple un dossier portant sur 519 changements de noms de voies publiques dans l'Aude, chef-lieu Carcassonne : Jaurès arrive en tête, avec 65 attestations, puis Salengro (46), République (25), Aristide Briand (19), Edouard Daladier (17). Puis viennent Jules Guesde, Emile Zola, Henri Barbusse, Emile Combes, etc.

Dans l'index de la thèse de Richard Vassakos, on trouve le nom de Pétain 256 fois - c'est le principal acteur et bénéficiaire des changements « odonymiques ». Pour les enlèvements vient celui de Jaurès, 82 fois, avant Daladier, Salengro, Léon Blum, Henri Barbusse.

Le nom de Jaurès est souvent cité dans la presse vichyste ou collaborationniste de Paris comme l'exemple-type de l'appellation qui doit être supprimée.

Son nom est remplacé bien souvent par celui de Pétain (entre 750 et 1 000 voies Pétain dans l'ensemble du pays selon Richard Vassakos), parce qu'il avait été donné à une place, rue ou avenue importante, un espace de prestige du type de ce qu'on trouve digne d'être attribué au « Maréchal de France », comme à Tours, à Roanne, à Romans dans la Drôme. Ailleurs on le remplace par Jeanne d'Arc (à Perpignan où c'est la Place de la Gare qui

devient place du maréchal Pétain), par Révolution Nationale, par la France (à Roquebrune, dans les Alpes Maritimes). À Vichy, la rue Jean-Jaurès devient la rue Nationale. Ailleurs encore, on remplace Jaurès par Jacques Bainville, l'historien royaliste, adepte de l'Action Française de Maurras et mort en février 1936.

Ces changements d'appellations sont décidés par le pouvoir central, sur le fondement de la circulaire Marcel Peyrouton du 22 octobre 1940 ; souvent cependant les maires prennent les devants, pour être bien considérés par leur préfet ou par conviction ; et les préfets, nommés par Vichy, sont eux-mêmes encore plus actifs. Ainsi, celui des Alpes Maritimes prend l'initiative d'envoyer à tous les maires les noms à supprimer : Daladier, Jean Jaurès, Roger Salengro, Henri Barbusse, Jules Guesde, Paul Vaillant-Couturier (député communiste très populaire, mort brutalement de crise cardiaque en octobre 1937), en remontant au XIXe siècle avec Proudhon, Auguste Blanqui et Charles Fourier. Celui du Var interdit lui aussi explicitement les voies Jaurès et Salengro. En Algérie et ailleurs dans l'Empire sous contrôle vichyste, la même politique est menée par le préfet ou le gouverneur. Alger enlève ainsi Jaurès, Zola, Camille Pelletan (radical et franc-maçon notoire), et installe Pétain, Charles Péguy, l'antisémite Edouard Drumont, un temps député en Algérie.

La presse, surtout parisienne, collaborationniste, est très active dans la dénonciation, utilisant ses informateurs locaux qui lui soufflent les lieux. *L'Action Française* est particulièrement violente contre Jaurès. *Gringoire*, *Candide*, *Je-suis-partout* ouvrent des rubriques spécialisées dans ces dénonciations : « Débaptisons ! », « Noms à changer », « Services de la voirie », « Gloire urbaine ».

L'Eclair, journal royaliste de Carcassonne, écrit : « *Il faut enlever ces figures, les Salengro, les Jaurès, les Barbusse, les doctrinaires de la révolution et les agitateurs de la rue [qui] ont partout quelque plaque dont l'inauguration fut, à l'époque, l'occasion de quelques manifestations de masse ou de quelques meetings de propagande électorale* » (12 décembre 1940).

Parmi les dénonciateurs activistes s'ajoutent les membres de la Légion Française des Combattants, organisation formée par le régime de Vichy à partir des associations d'anciens combattants pour soutenir localement la « Révolution Nationale » du maréchal. Ces membres de la LFC sont particulièrement vigilants et écrivent beaucoup aux préfets.

À ces changements opérés par le pouvoir central ou municipal soutenus par diverses instances, s'ajoutent de nombreux enlèvements sauvages de plaques de rues, sans aucune autorisation, par des adhérents et milices des partis pro-allemands, par le Service d'Ordre Légionnaire, bras armé de la Légion Française des Combattants, le SOL devenu la Milice de Joseph Darnand début 1943 pour lutter contre les mouvements de résistance et soutenir par l'action violente le régime de Vichy. Par exemple, en novembre 1941, à Montpellier, des inconnus remplacent les plaques Jaurès de la place du même nom par « Charles de Foucauld » et enlèvent les plaques de la rue Aristide Briand. Dans l'été 1942, dans une petite ville d'Ardèche, Saint-Alban, les plaques de la rue Aristide Briand et de l'avenue Jean Jaurès sont arrachées et la Marianne de la mairie jetée dans un placard, tout ceci par un groupe du PPF, Parti Populaire Français de Jacques Doriot.

Donc l'action menée contre les noms de rue et en particulier contre les voies publiques Jean-Jaurès est très vive et 1940 à 1944. Toutes ces données et les citations tirées de la presse proviennent de l'ouvrage de Richard Vassakos.

5- Cependant et de façon paradoxale, tandis que Vichy, par l'action de ses préfets et de ses maires, débaptise avec ardeur les voies Jean-Jaurès, plus touchées que bien d'autres, le même Jaurès est présenté comme leur modèle, leur inspirateur par divers hommes politiques issus de la SFIO et ralliés à la collaboration avec l'Allemagne nazie

Tout ceci est développé dans les ouvrages étudiant les mouvements collaborationnistes parisiens et en particulier dans un article récent de Guillaume Pollack, « Une mémoire improbable : Jaurès sous l'occupation », *Cahiers Jaurès* 2014/1, n° 211. L'action « jaurésienne », par captation d'héritage, est menée par exemple par des fidèles de Marcel Déat, cet ancien député socialiste créateur du néo-socialisme aboutissant, par le biais du « socialisme national », au national-socialisme. Agrégé de philosophie, regroupant autour de lui d'autres intellectuels souvent anciens élèves comme lui de l'École Normale Supérieure, Déat crée en 1941 le Rassemblement National Populaire. Il devient ministre du Travail du gouvernement Laval en mars 1944.

Divers journaux parisiens comme *L'Atelier*, de Marcel Déat, *La France au travail*, *La France socialiste*, se présentent comme de fidèles disciples de Jaurès. *La France socialiste* par exemple déclare œuvrer « pour un socialisme national sous le signe de Jaurès ».

Ces « socialistes » sont souvent passés dans les années trente par le pacifisme intégral qui aboutit à l'éloge d'une Europe en paix sous direction nazie. Jaurès est présenté comme homme de la paix, donc de l'amitié avec l'Allemagne, donc de la collaboration, contre l'Angleterre et les États-Unis capitalistes et bellicistes. Pour ces Français collaborationnistes - dont Claude Jamet et bien d'autres - louer Jaurès est une façon de légitimer leur action, mise ainsi sous les auspices du grand « apôtre de la paix » *panthéonisé*.

Cet embrigadement, cette récupération du pacifisme de Jaurès dans le camp des collaborationnistes, récupération très active dans la presse parisienne de l'époque, contribuera à brouiller et ternir un peu l'image du tribun. Certes, à la Libération, il récupère tous ou la plupart de ses noms de rues. Cependant pour la reprise de la recherche « jaurésienne », il faut attendre 1959, le centenaire de sa naissance et, la même année, la création de la Société d'études jaurésiennes par l'historien Ernest Labrousse et l'apparition de chercheurs, disciples de Labrousse comme Pierre Vidal-Naquet, Madeleine Rebérioux ou Maurice Agulhon. On lui dédie alors, en 1959, un timbre-poste commémoratif.

III- Jaurès dans la statuaire en espace public

Les statues de Jaurès, nombreuses, ont été inventoriées d'abord par Maurice Agulhon dans plusieurs articles dont le dernier en 1985 (après un article de 1981 repris en 1988 dans *Histoire vagabonde*, tome I) ; il en trouve trente-deux en comptant aussi les bustes en espace public ; puis la recherche de sa disciple, Jacqueline Lalouette, en 2016 (*Cahiers Jaurès* n° 219-220, 2016, « A propos des travaux de Maurice Agulhon sur la statuomanie et les statues de Jaurès »), aboutit à cinquante monuments. Jaurès est, après Jeanne d'Arc - quatre-vingts monuments en lieu public - le personnage le plus statufié dans l'espace public, si on exclut le Christ, la Vierge Marie et les 500 Mariannes de France. Il passe avant Napoléon, Gambetta, Pasteur, Hugo ou Sadi Carnot, autres « grands statufiés » selon l'expression de Maurice Agulhon. D'ailleurs il est intéressant de savoir que des statues de Jaurès ont continué à être érigées durant ces dernières années, onze entre 1985 et 2016 dont cinq pour le centenaire de sa mort.

Ces statues sont nombreuses dans le Midi, là où il naquit (Castres) et où il développa son action politique (deux statues à Carmaux, deux à Albi, deux à Toulouse) ; il en existe aussi à Perpignan, Montpellier, Montélimar et dans bien d'autres communes plus petites du Midi, administrées par des socialistes ou des radicaux. « Grand statufié », il est en fait disséminé dans toute la France, par exemple dans diverses régions industrielles vers le Nord, Saint-Etienne, Clermont-Ferrand, Le Havre, Saint-Dizier, Suresnes, Châtenay-Malabry et Argenteuil (pas de monument à Paris même), Dôle dans le Jura, Méricourt dans le Pas-de-Calais.

Pour les dates d'installation, on retrouve des dates semblables à celles des noms de rues, avec une rapidité assez exceptionnelle pour des sculptures : 15 monuments sont déjà en place et inaugurés entre 1921 et 1929. Perpignan commence, dès 1921, Montpellier suit l'année suivante puis Carmaux en 1923, premier très grand monument avec Jaurès dominant quatre personnages, un ouvrier, un verrier, un mineur et un forgeron ; Dôle en 1924, Castres en 1925, Albi, Méricourt et plusieurs autres en 1926 ; Toulouse en 1929 et les installations continuent dans les années trente au même rythme.

Les dédicaces honorent essentiellement Jaurès « apôtre et martyr de la paix », avec parfois en outre « grand tribun » ou « grand tribun socialiste » ; ce Jaurès statufié est d'abord un ami de la paix et un adversaire des nationalistes, de Poincaré à Maurras. Donc plus politique qu'économique et social pourrait-on dire.



Jaurès à Carmaux, 1923.

Aux imposantes statues de Toulouse, Castres, Carmaux, Albi, ou encore Suresnes, il faut ajouter la menue monnaie du culte de Jaurès, médailles commémoratives, statuettes d'intérieur comme on en trouve de Victor Hugo ou de Marianne et de nombreux bustes en plâtre, aisés à installer, à déplacer. On en a un bel exemple, avec ce petit buste en plâtre installé au-dessus du ministre de l'éducation nationale Jean Zay venu dans un bourg du Var le 28 juillet 1936 pour inaugurer un groupe scolaire, aux Arcs-sur-Argens, près de Draguignan (article d'Olivier Loubes à paraître, « Jean Zay, dans la promesse de Jaurès ? Discours croisés à la jeunesse. 1903-1936 »).

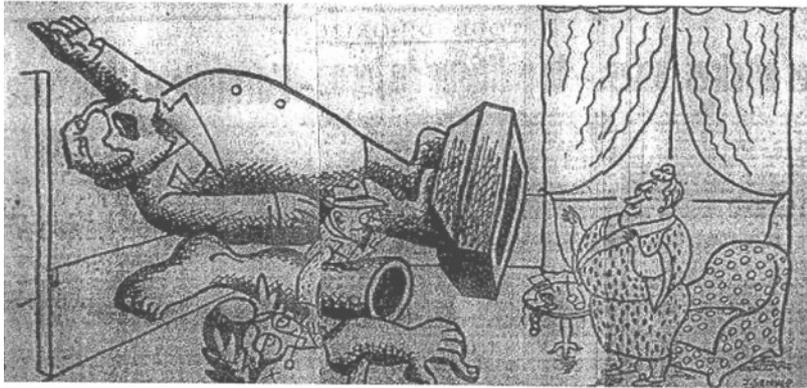


Jean Zay aux Arcs-sur-Argens, Var (Information Olivier Loubes)

L'effigie de Jean Jaurès est ici célébrée comme un buste de Marianne, buste posé sur une console en un véritable autel républicain, entre drapeau rouge et drapeau tricolore, avec des guirlandes de fanions tricolores ; de la même façon, Jean Zay, radical socialiste, faisait souvent chanter à la fin de ses meetings *L'Internationale* et *La Marseillaise*, réconciliées. Cette image illustre la grande popularité et la grande diffusion de l'effigie de Jaurès dans la France de l'entre-deux-guerres. Elle rappelle aussi les liens qui unissaient Jean Zay, qui lança la démocratisation sociale de l'éducation, avec la pensée sociale jaurésienne.

Il s'agissait, certes, d'inaugurer le groupe scolaire Jean-Jaurès, établissement modèle qui existe toujours, mais qu'en 1936 un ministre se déplace ainsi en fin juillet pour une telle inauguration, c'est significatif.

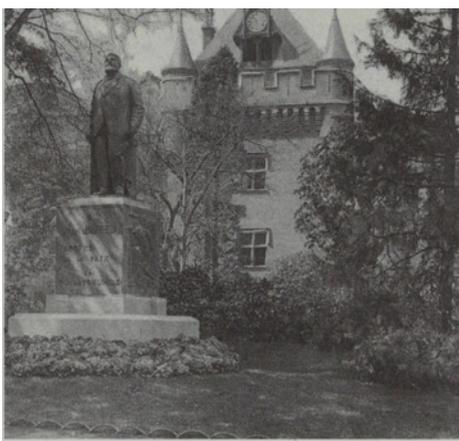
Certes Vichy cherche à l'abattre, comme nous l'avons déjà vu pour la toponymie. Nous suivons ici Richard Vassakos, et Kirrily Freeman (*Bronzes to Bullets : Vichy and the Destruction of French Public Statuary, 1941- 1944*, Stanford University Press, 2009). Comme le décret du 11 octobre 1941 sur la récupération des métaux concerne les monuments en bronze, pour récupération du cuivre et de l'étain, les marbres sont en principe épargnés, comme celui de Carmaux ou de Castres. La presse collaborationniste est souvent très violente contre les statues. Philippe Henriot dans *Gringoire*, le 24 octobre 1941, appelle à enlever la statue de Jaurès à Toulouse qu'il décrit ainsi : « *Ce géant débraillé qui semble sortir d'un banquet « démocratique », ce démagogue hirsute et suant qui vient sans doute de brailler l'Internationale.* »



Candide, 26-11-1941, Sennep (information Richard Vassakos)

Candide, le 26 novembre 1941, publie un dessin de Sennep qui représente deux statues brisées, à terre, de Marianne et de Jaurès avec cette légende : « *Chérie, on trouve encore des navets !* », car « navets » est le terme péjoratif fréquemment utilisé par la presse d'extrême droite pour disqualifier les statues qu'elle souhaite voir détruire sous prétexte de critères esthétiques (et en fait évidemment politiques). Jaurès sur ce dessin lève un bras comme sur sa statue à Carmaux, une des plus célèbres. Donc plusieurs statues disparaissent.

À Toulouse, le grand Jaurès de plus de 2 mètres du jardin du Capitole est enlevé pour être fondu, en 1942. Heureusement le fondeur soustrait la tête de Jaurès et les trois plaques de bronze du piédestal. Ces pièces sont remises en place en 1945-46 sous la forme d'un mur pour placer les bas-reliefs, mur surmonté par la tête de Jaurès. Mais le sort s'acharne sur Jaurès. En 1981, la tête est volée par un mystérieux collectif « pour la destruction des prisons » ; elle est retrouvée dans un jardin voisin et remise en place en 1983. Cependant elle est à nouveau dérobée en 2004, et cette fois-ci jamais retrouvée. C'est une tête en marbre qui vient la remplacer, avec inauguration le 31 juillet 2013.





A Toulouse : en 1929 (plus de 2 m), en 1946 puis en 2013

La statue de Montélimar est cachée et enterrée préventivement, mais jamais retrouvée depuis. A Castres, ville natale de Jaurès, sa statue, en marbre, n'est pas en principe menacée, néanmoins elle est plusieurs fois maculée, peinte en rouge, etc. À Cazères-sur-Garonne, ville de 4 000 habitants, en Haute-Garonne, le buste de Jaurès installé en 1930, en marbre, est enlevé sur décision de la municipalité, pétainiste, et son nez est brisé à coup de marteau par un manifestant. Remis dans une réserve municipale, il est réparé et remis en place en 1947. Le même est dérobé en 1959 et retrouvé sur une vespasienne quelques jours plus tard, avec une affiche royaliste dénonçant les méfaits de la République.

Sous l'Occupation disparaissent encore les statues ou bustes de Jaurès à Montpellier, Millas (Var), Puisserguier (Hérault), Dôle et Mouans-Sartoux (Var) tandis qu'à Perpignan, la statue, démontée sous l'Occupation (pour la sauvegarder ou pour la faire disparaître du paysage urbain), bien que monument de pierre, sera réinstallée solennellement le 11 novembre 1944, lors d'une cérémonie qui groupe 40 à 60 000 personnes, bien plus que lors de l'inauguration du 31 juillet 1921.



Le Jaurès de Perpignan, 1921 (le monument complet et le haut, enlevé en 1942)

Ainsi Jaurès comme statue, comme buste, en bronze ou même en pierre, fut-il frappé sous l'Occupation, mais au-delà, il reste une cible potentielle pour les agressions venues de la droite extrême.



Ferveur jaurésienne à Millas, Pyrénées Orientales, 31 juillet 2008

En raison du prestige dont il dispose à gauche, diverses tentatives de récupération sont menées par les hommes politiques de droite et du centre. Nous l'avons vu avec les collaborationnistes sous l'Occupation, en quelque sorte un contre-exemple. Captation d'héritage ? C'est du moins l'expression utilisée à deux reprises par Jean-Noël Jeanneney : la première fois dans *Le Monde* des 10-11 mars 1991 à l'encontre de pacifistes d'aujourd'hui réunis symboliquement au Café du Croissant pour dénoncer la politique française lors de la première guerre du Golfe ; la seconde contre l'usage réitéré du patronage de Jaurès fait par Nicolas Sarkozy se présentant comme admirateur, voire disciple du tribun (tandis qu'en face Ségolène Royal récupérait pour la gauche le personnage de Jeanne d'Arc et faisait chanter la *Marseillaise*). Le successeur de Nicolas Sarkozy à la présidence, François Hollande, venu honorer la mémoire du héros tutélaire du socialisme devant sa statue de Carmaux, le 23 avril 2014, l'année même du centenaire de son décès, fut copieusement sifflé par des électeurs déçus. Le 4 mai 2017, Emmanuel Macron, alors candidat à la présidence, termina sa campagne électorale dans le Midi en passant par la Verrerie d'Albi, haut-lieu du jaressisme, tandis que juste avant le premier tour de la même élection présidentielle, c'est le candidat des socialistes Benoît Hamon qui acheva sa campagne à Carmaux : Jaurès fait donc toujours recette mais n'est pas disponible pour toute cause. « Jaurès, l'homme du socialisme, est aujourd'hui l'homme de toute la France, on se l'arrache, on se le dispute » soulignait François Hollande à Carmaux en avril 2014. Il fait effectivement partie des « icônes » de la gauche et plus largement de la République en France. Rappelons qu'en 1960 le général de Gaulle, autre icône, le qualifiait de « grand Français ». Mais les hommes politiques font parfois un usage déplacé ou indu des grands personnages historiques.



Jean Zay inaugure le groupe scolaire Jean-Jaurès

Il reste que, désormais, si l'on ignore la chasse aux rues et aux statues de Jaurès menée de 1940 à 1944, si l'on ignore aussi l'émotion suscitée par l'assassinat du grand homme comme la ferveur longtemps maintenue autour de cette figure, une avenue Jean-Jaurès peut n'être plus qu'une appellation familière, attendue même sans surprise, pour toute artère urbaine de quelque importance ; après avoir tant bataillé puis suscité tant de combats, Jean Jaurès se limite donc parfois à n'être plus qu'un nom de rue. Aussi était-il utile d'évoquer certains épisodes de son inscription dans le paysage urbain.

Bernard RICHARD, mai 2017